



Prendre pleinement en compte les inquiétudes des jeunes personnels, titulaires ou pas, qui subissent les coups les plus durs et qui sont l'avenir de nos organisations

« Les jeunes reconnaissent la positivité du syndicalisme et souhaitent même son renforcement en tant que contre pouvoir représentatif dans l'entreprise. En même temps, ils méconnaissent le syndicalisme réellement existant et, le plus souvent, ils s'en font une image vieillotte et caricaturale. Ils ne sont pas hostiles en principe à l'idée de l'engagement. Mais ils arrivent rarement à concrétiser dans leur quotidien l'utilité de l'engagement syndical comme prolongement de leurs propres préoccupations et projections. Les défaillances du syndicalisme, en particulier la raréfaction de la présence militante sur le terrain, (...) pèsent sur les velléités de syndicalisation. » écrit le sociologue Michel Vakaloulis le 7 décembre dans l'Humanité.

Les mutations profondes engagées dans l'activité sociale et en particulier la vie syndicale ont et vont avoir des conséquences très importantes sur la possibilité plus ou moins rapide de construire une action suffisamment puissante pour arrêter la casse, engager une nouvelle conquête de droits sociaux et engager une réforme positive des services publics, favorable aux usagers et au personnel.

Un des problèmes de fond que nous connaissons est de combattre l'idée de la fatalité des « réformes » sarkoziennes, de l'impossibilité de faire autrement. C'est aussi l'idée (ou la constatation) de l'extrême difficulté à construire le travail syndical unitaire.

Parvenir à mieux et plus travailler ensemble à l'intérieur de la FSU est un problème connexe dont la solution nous fera avancer sensiblement.

Dans le même temps où le gouvernement s'attaque durement aux vieux salariés et aux retraites, il impose à un nombre énorme de jeunes salariés qui débutent dans la fonction publique des conditions d'embauche et de travail indignes et régressives.

Les chiffres globaux pour l'ensemble des salariés sont inquiétants :

En octobre (les chiffres sont annoncés en hausse pour les mois suivants), on comptait 642 000 chômeurs de moins de 25 ans, dans les catégories A, B et C, soit 26,4 % de la classe d'âge. 21 % des

jeunes de 18 à 29 ans qui ne vivent plus chez leurs parents rencontrent des problèmes d'argent. 17 % d'entre eux sont sous le seuil de pauvreté, contre 13 % pour l'ensemble de la population.

Un salarié âgé de moins de 29 ans sur trois est un salarié précaire, soit 1,8 million de personnes. Un million de ces jeunes est « employé » comme stagiaire, pour un revenu misérable, même si des minima viennent d'être imposés.

Le SMIC stagne.

On le sait, dans la fonction publique, ces caractéristiques sont aggravées. La situation faite à des dizaines de milliers de personnels plongés dans la pauvreté et l'incertitude prend des proportions inédites. Si nous devons évidemment ne pas négliger la situation faite aux personnels titulaires, encore protégés par le statut, nous ferions une grave erreur de couper l'organisation syndicale de ces dizaines de milliers de jeunes gens désemparés qui ont le plus grand besoin d'organisation syndicale. Dans un contexte de travail unitaire, faire l'impasse sur ces très nombreux personnels serait plus qu'une erreur.

Dans la fonction publique, la révision générale des politiques publiques, la réorganisation territoriale de l'Etat sont catastrophiques pour les missions des services publics et les missions administratives de l'Etat. Elles portent atteinte à la cohésion nationale apportée par les services publics. Elles organisent le déménagement du territoire, l'inégalité entre ces territoires.

Mais elles sont également une catastrophe pour les milliers d'étudiants qui se préparent depuis des années à des concours, alors que le chômage augmente aussi dans le secteur industriel et le secteur administratif privé.

Dans l'Education Nationale, 62 000 emplois ont été supprimés en 5 ans. Le ministère annonce une accélération de la casse pour les années à venir : il « faut » maîtriser le budget et économiser encore un bon milliard d'euros. Le bouclier fiscal ? La mise à contribution des hauts revenus non salariaux ? La pression sur le salaire du président de la République, ceux de ses ministres et des membres de leurs cabinets ? Soyons sérieux : il y va de la compétitivité internationale et du mérite pour ceux qui travaillent beaucoup...

Si la hausse du niveau de recrutement des enseignants est une revendication ancienne et légitime, le gouvernement la transforme en moyen de combler la suppression de 16 000 emplois statutaires de personnels formés, au prix d'une aumône donnée aux étudiants les plus pauvres qui seront conduits, pour manger, d'aller tenter d'enseigner sans formation des élèves de plus en plus difficiles.

Au ministère de la Culture, on fait d'une pierre deux coups et on prépare la privatisation en appliquant avec zèle le dogme de la suppression d'un emploi de salarié sur deux partant à la retraite : 670 emplois devraient ainsi disparaître des seuls musées nationaux déjà sous dotés en personnels.

Les régions, dont la quasi-totalité est dirigée par des élus de gauche, prétextant leur étranglement budgétaire dû aux transferts de charges sans compensation financière durable, s'apprêtent à « embaucher » des apprentis, au détriment de salariés de plein droit.

On constate que l'avalanche de ces mauvaises nouvelles trouble encore plus la masse des personnels des services publics. Ils ne peuvent concevoir d'engager une action résolue et sur la durée que s'ils entrevoient la possibilité convaincante d'une politique alternative.

Si on ajoute à tout cela la pagaille entraînée par la mise en place laborieuse de la restructuration complète des missions de l'Etat dans le but d'économiser encore et encore des emplois, l'autoritarisme croissant des petits et grands chefs administratifs soumis à des exigences de « compétitivité » et de réussite dans la baisse du nombre d'emplois, on comprend mieux pourquoi la masse des personnels est désorientée et semble accepter son sort passivement.

Impression tout à fait fautive, évidemment : les raisons et les envies de lutter sont là et sont de plus en plus nombreuses. Les luttes se multiplient, trop isolées les unes des autres, trop éparpillées. Ce qui ne permet pas de bien comprendre que la casse est globale et que les luttes doivent se construire, converger et s'amplifier pour espérer gagner.

Profiter du congrès pour faire avancer l'idée de la nécessité de travailler à l'alternative, en passant par l'accroissement des luttes dans chaque secteur et par leur convergence fédérale

Les travaux du congrès départemental et ceux du congrès national doivent être l'occasion de mettre cartes sur table, de partir de la réalité de la perception des problèmes et des exigences dans chaque administration, chaque école ou chaque établissement, pour faire avancer l'idée qu'il est possible de gagner. Même contre Sarkozy. Il faut aborder de front les difficultés, en s'astreignant au travail unitaire plutôt qu'au travail de dénigrement intersyndical.

Il y a bien longtemps que notre responsabilité syndicale n'a été aussi lourde. Les « réformes » en cours sont en train de détruire systématiquement et selon un projet bien élaboré un modèle social marqué du souci républicain de justice, d'égalité et de solidarité. Nous ne pouvons pas échouer dans sa défense, puis dans la lutte pour sa réelle modernisation dans le sens du progrès pour les usagers et les personnels. Le travail stratégique que nous avons à élaborer est fondamental et rend nécessaire la participation du plus grand nombre d'entre nous et des personnels que nous devons syndiquer.

Par ailleurs, nous ne manquons pas de problèmes internes à régler. Nous allons nous préparer à les travailler lors de la réunion du courant de pensée de

mercredi prochain 16 décembre à 17 heures au siège de la FSU.

Une des réflexions de fond que nous devons avoir est de prendre davantage en compte nos jeunes collègues, les personnels précaires, tous personnels dont l'importance numérique est de plus en plus grande dans nos organisations. Veillons à ne pas couper nos organisations en deux parties étrangères l'une à l'autre : d'une part ceux qui sont fatalement l'avenir de nos services publics et donc de nos organisations, de l'autre, ceux que quelques excessifs malveillants n'hésitent pas à présenter dans les assemblées générales comme des nantis.

Cela se passe dans un modèle en train de s'écrouler.

Alliances, unité, prise en charge de personnels désorientés par la précarité et la pauvreté, défense des statuts et des services publics, paysage réglementaire et législatif en pleine évolution, attaque programmée contre les retraites et les services de santé, etc...

Dans cette tempête, c'est sur nous que comptent les personnels : cela s'est exprimé clairement dans les assemblées de personnels récentes.

Nous avons une exigence de clarté et de proposition.

U&A FSU 64, le 13 décembre 2009